

Annuaire suisse de politique de développement

| 2003 |



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

**SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET
COOPÉRATION INTERNATIONALE
DEVELOPMENT.COM**

CD-ROM INCLUS

Table des matières

Ouvertures 3

Pas sans nos langues
Alpha Oumar Konaré XI

La perspective d'un avenir meilleur pour tous
Walter Fust XIII

1. Fracture numérique : nouvel enjeu pour la coopération internationale

Les promesses d'une prospérité virtuelle
Marie Thorndahl 3

Eclairages Fracture numérique : un concept boiteux ?
Daniel Pimienta 27

 Pour une approche africaine des technologies de l'information
 Sylvestre Ouédraogo 31

 Les inégalités sociales à la racine des inégalités technologiques
 Partha Pratim Sarker 35

 E-commerce : du mirage économique au miracle social
 Benoît Vulliet 39

2. Applications et pratiques au Sud

La coopération à l'assaut de l'Afrique subsaharienne
Annie Chéneau-Loquay et Raphaël Ntambue-Tschimbulu 45

Eclairages Les technologies de l'information au Burkina Faso : une course de fond
Sylvestre Ouédraogo 77

 Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil
 Michel Egger 81

 Téléservices au Mali : l'art du détournement
 Jean-François L'haire et Ousmane Ly (propos recueillis par Marie Thorndahl) 85

 Radio, Internet et satellite au Sénégal pour lutter contre les feux de brousse
 Martin Faye 89

3. Politique et actions de la Suisse

Swisscom, l'UIT et la coopération au développement : le néolibéralisme contre la solidarité <i>Michel Egger et Jean-Louis Fullsack</i>	95
« Plus que la fracture, c'est l'opportunité numérique qui importe » <i>Hamadoun Ibrahim Touré (propos recueillis par Michel Egger)</i>	113
Eclairages La société de l'information : l'affaire de tous <i>Marc Furrer</i>	123
Les technologies de l'information relèvent de l'économie privée <i>René Buholzer</i>	127
Une société de l'information équitable : une question de volonté politique <i>Chantal Peyer</i>	131
DDC : une approche centrée sur les populations <i>Gerolf Weigel</i>	135
Helvetas : vers des technologies participatives <i>Marc Steinlin</i>	141
Pain pour le prochain : pour une communication équitable <i>Christoph Stückelberger</i>	145
ETIC : partenariat Nord-Sud et coopération décentralisée <i>Pape Ndiaye Diouf</i>	149
La Suisse et le Sommet mondial sur la société de l'information : défis et déficits <i>Fabrice Boulé</i>	151

4. Le Sommet mondial sur la société de l'information

La société mondiale de l'information : visions, peuples et pouvoirs <i>Cees J. Hamelink</i>	159
Eclairage Droits d'auteur : vers une nouvelle forme de colonialisme <i>Brian Wafawarowa</i>	185
Gouvernance de l'Internet : une centralisation du pouvoir inquiétante <i>Stéphane Koch</i>	189
La bataille des logiciels libres <i>Bernard Lang</i>	195
Financements et partage des richesses : des sujets tabous <i>Marie Thorndahl</i>	201
La société civile enlisée dans le système <i>Sean O'Siochru et Bruce Girard</i>	207
Eclairage La société civile, acteur clé de la société de l'information <i>Adama Samassékou</i>	219
Cyber-Léviathan <i>Mateo Cueva</i>	223

Fracture numérique : un concept boiteux ?

Daniel Pimienta*

Le thème de la fracture numérique est trop souvent utilisé dans un discours dominant simplificateur et superficiel qui tend à gommer les véritables enjeux sociétaux (l'*appropriation sociale* des technologies et par ce biais l'*empowerment* des personnes à l'échelle individuelle ou collective) et à focaliser le débat sur le thème des accès, au sens restrictif du thème. (*S'agit-il en fait seulement de fabriquer des consommateurs au Sud pour le marché du commerce électronique et ses produits venant du Nord ?*)

Le fond du problème est la fracture sociale, et non pas la fracture digitale. Les différences statistiques entre les pays du Sud et ceux du Nord concernant l'accès des usagers aux TIC ne sont rien d'autre que le reflet de cette fracture socio-économique (qui d'ailleurs existe aussi à l'intérieur des pays industrialisés).

Certes, dans certaines conditions, les TIC peuvent représenter une chance extraordinaire pour lutter contre la fracture sociale. Mais il n'y a aucune évidence que la connexion généralisée des personnes soit la condition essentielle pour que cette possibilité se réalise. Les obstacles à franchir pour que des personnes puissent changer leur environnement social et économique en utilisant les TIC ne se

réduisent pas à l'existence d'une infrastructure de télécommunications accessible à un prix acceptable, bien que cette condition soit bien sûr nécessaire. Il y a d'autres obstacles, comme celui de la langue et de l'éducation en général et, plus spécifiquement, celui de la maîtrise de la culture de l'information.

Cette culture de l'information (ou culture des réseaux) et, au-delà, un savoir-faire dans l'utilisation des TIC associé à une pleine conscience des enjeux sociaux, économiques, linguistiques, culturels, politiques, écologiques (au sens de l'écologie de l'information), ne peuvent s'acquérir que par une formation intégrale et des pratiques au sein des groupes constitués. Il s'agit de conduire l'utilisateur-trice à être un-e producteur-trice de contenus et un-e acteur-trice du développement dans son tissu social de proximité... et pas seulement un-e consommateur-trice plus ou moins averti-e. S'il s'agit simplement de donner des accès bon marché (ou même gratuits) et une formation aux logiciels propriétaires sur un PC, les conséquences seront uniquement de favoriser les ventes d'une entreprise de logiciels et de créer des clients pour les produits du commerce électronique provenant des pays industrialisés...

Entre deux personnes du Sud ayant en apparence une pratique similaire devant un ordinateur, il peut y avoir de très fortes différences en termes d'impact pour le développement; pour prendre deux cas extrêmes et schématiser le message :

- *A* (bien souvent un *yuppie* d'un PVD) surfe sur le web, lie des amitiés grâce au *chat* et achète sur Internet des produits qu'il se fait livrer depuis Miami ;
- *B* crée une page qui reflète sa culture et sa langue, participe à des conférences électroniques professionnelles où elle mène des actions de collaboration à distance pour contribuer au développement de son pays, recherche avec habileté les informations dont elle a besoin pour atteindre les objectifs précédents, anime une communauté virtuelle et facilite, à l'aide de son site basé sur les logiciels libres, la vente de produits d'artisanat de sa région.

Finalement, *A* est devant un écran et *B* devant un clavier, et cela fait toute la différence...

Quelle est l'influence respective de *A* et de *B* sur le développement de leur pays? Probablement négative dans le cas de *A* (certainement négative en termes de balance des paiements en dollars!). Certainement positive dans le cas de *B* (probablement positive en termes économiques!).

Quelle différence entre un télécentre communautaire *X* et un cybercafé *Y*? Les deux offrent, de manière apparemment identique, des ressources d'accès partagées entre plusieurs personnes qui n'ont ainsi pas l'obliga-

tion de disposer individuellement d'infrastructures d'accès (PC, modem, lignes...). Mais il y a des différences, qui n'apparaissent qu'après un examen attentif. Le premier est intégré au tissu social de proximité et articule, par le biais des TIC, des solutions à différents besoins de son groupe social (comme le conseil légal ou la réception de transferts de fonds en provenance de sa famille exilée aux États-Unis). La formation qu'il offre à ses membres vise l'appropriation et l'*empowerment*... Le second n'est pas relié à la communauté; c'est un commerce de services qui forme les clients à l'utilisation des logiciels et qui vise surtout le divertissement.

Bien sûr, dans la réalité, il y a un continuum de pratiques entre *A* et *B* et entre *X* et *Y*, et il peut être simpliste de schématiser. Mais soyons clairs: de quoi s'agit-il? De former des utilisateurs de type *A* et de susciter le développement de centres de type *Y*?

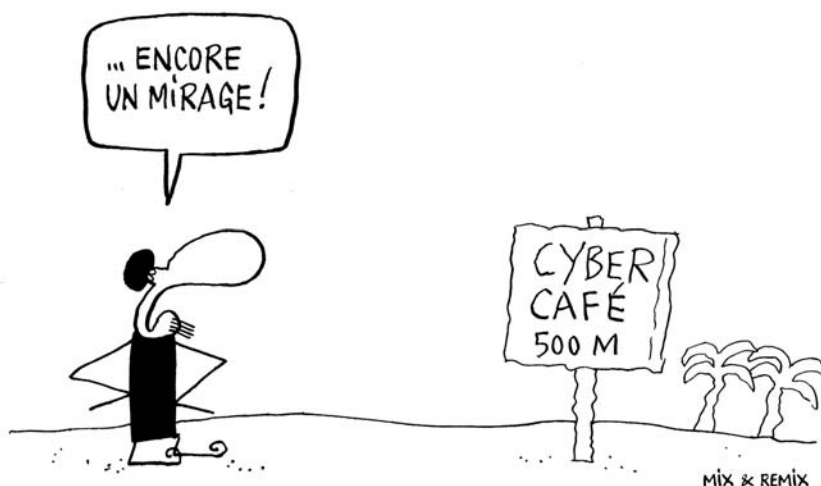
Ce n'est certainement pas ce que souhaite la société civile organisée dans les pays en développement! Et c'est le danger d'un discours simplificateur sur la fracture numérique...

La société civile dans le Sud s'inquiète de la manière dont les pays industrialisés et les organismes internationaux mobilisent leur attention et leurs ressources pour lutter contre la fracture numérique: il s'agit trop souvent d'apporter une réponse à ce «problème» en se fondant sur des solutions dans lesquelles les acteurs de terrain ne sont pas réellement représentés. De plus, le cadre choisi pour la gestion financière conduit la plupart du temps à ce que les apports


restent dans leur énorme majorité chez les acteurs du Nord. (Un exemple parmi d'autres est le projet de la Banque mondiale «*Global Development Gateway*», qui coûte à lui seul l'équivalent de milliers de projets régionaux pour le développement comme MISTICA.)

Peut-être aussi serait-il temps de revoir les règles qui régissent le fonctionnement de la coopération internationale, dans le sens d'un meilleur

soutien des initiatives venues de la base: les pratiques selon lesquelles des solutions artificielles sont conçues loin du terrain et appliquées selon une équation économique absurde doivent changer, au profit des projets locaux ancrés dans la réalité. Le *changement de paradigme* prôné pour façonner la nouvelle société de l'information ne concerne-t-il pas en premier lieu le système de la coopération internationale ?



* Directeur de FUNREDES (Fundación Redes y Desarrollo, Association réseaux et développement), Saint-Domingue. Cet article est inspiré des réflexions du réseau humain MISTICA (Méthodologie et impact social des TIC en Amérique), <<http://funredes.org/mistica>>.



Les discours techno-évolutionnistes de la Banque mondiale, de l'ONU ou encore de l'Administration fédérale suisse le prouvent : les technologies de l'information et de la communication (TIC) – Internet en tête – sont devenues la « nouvelle frontière » de la coopération au développement. D'un côté, un besoin dont l'insatisfaction manifeste une inégalité choquante; de l'autre, un instrument de lutte contre la pauvreté.

Mais qu'en est-il au-delà des belles paroles : mirage ou réalité? Que cachent les concepts en vogue comme la « fracture numérique »? En quoi les TIC ont-elles changé les approches de la coopération au développement? La société de l'information en construction est-elle le lieu d'une redéfinition des relations entre Etats, entreprises et société civile, ou le théâtre de luttes de pouvoir sous le voile d'une illusoire communauté d'intérêts?

C'est à ces questions que l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) a tenté de répondre en invitant une trentaine d'auteurs – du Sud et du Nord – à explorer les enjeux essentiels de ladite « société de l'information » pour les pays en développement. Entre vision, bilan critique et confrontation de points de vue, *Société de l'information et coopération internationale: development.com* aborde les grandes questions qui font débat comme les droits de propriété intellectuelle, la régulation de l'Internet, le financement international, la politique de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou encore le rôle de la société civile. L'ouvrage analyse plusieurs projets concrets de TIC au Sud en donnant la parole aux partenaires de terrain. Il offre une place de choix aux principaux acteurs suisses en présentant leurs approches et activités.

Un livre de référence pour comprendre les enjeux du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera en deux phases, à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005.